

# Recherche débat attac banques centrales (consultés le 27/02/22)

## Article Attac

Les banques centrales doivent assurer :

- la politique monétaire :
  - en fournissant les banques commerciales et en les dirigeant. Cette mission comprend, pour la BCE, la stabilité des prix (des biens et services et non des actifs financiers) et pour ce faire, de stabiliser le taux d'inflation qu'elle doit maintenir à moins de 2 %.
- la stabilité des systèmes de paiement (gros lien avec le reste du système financier)
- la stabilité des systèmes bancaires en devenant prêteur en dernier ressort.
  - S'est ajouté le quantitative easing après la crise de 2008.

## Remise en contexte expliquant que la neutralité n'est pas vraiment de mise pour les banques centrales :

Un bruit court que les banques centrales sont censées être neutres de par leurs fonctions d'arbitre vues plus haut. Cependant ...

Les banques centrales ont renfloué les banques commerciales / privées (via le quantitative easing donc, ou assouplissement monétaire) après la crise de 2008 pour éviter de revivre la lente récession violente sur plusieurs décennies comme après la crise de 1929.

→ Au lieu d'investir l'argent donné dans la production pour ne pas couler cet argent a été investi dans des actifs financiers alimentant des bulles spéculatives ce qui crée le lit pour la crise à venir.

Il n'y avait pas de contre-partie face à ces dons.

« Cette politique des banques centrales témoigne du fait que les décisions de leurs dirigeants sont entièrement déterminées par les intérêts à court terme des grandes banques privées et des grandes firmes capitalistes des autres secteurs : empêcher des faillites en chaîne et, en conséquence, des pertes considérables pour les grands actionnaires. »

→ Funny fact : si la BCE n'était pas intervenue des grandes banques privées auraient fait faillite, ce qui aurait obligé les gouvernements à prendre des mesures fortes à l'encontre des dirigeants et grands actionnaires des banques en faillite.

L'article revient sur d'autres faits expliquant les objectifs constatés et non ceux affichés de la BCE, puis finit par 12 propositions à soumettre au débat, qui vont plus loin que la revue du fonctionnement des banques centrales :

- désobéir de l'UE et dire clairement qu'on ne va pas suivre la politique restrictive dominant l'économie et l'UE.
- s'engager à appeler à la mobilisation populaire (aux niveaux national et européen).
- s'engager à refonder radicalement la BCE (création monétaire et financement de la lutte écologique et sociale).
- audit de la dette avec participation citoyenne et s'engager à ne pas rembourser les dettes illégitimes.
- s'engager dans un processus d'endettement public légitime (pour financer la lutte éco et sociale).
- mettre en place un contrôle des mouvements de capitaux.
- socialiser le secteur financier et de l'énergie (décréter un monopole public financier, avec participation citoyenne sur la définition des objectifs).
- créer une monnaie complémentaire non convertible et sortir de l'euro si nécessaire.
- réforme radicale de la fiscalité (diminution TVA sur bien et services de base sauf au-delà d'un certain seuil de conso notamment pour eau électricité et gaz, et augmentation de la TVA pour produits de luxe, bénéfiques entreprises privées, revenus élevés \_ impôt progressif \_ sur la fortune et le patrimoine, lutte contre la fraude et l'évasion fiscale).
- déprivatiser et racheter entreprises privées.
- plan d'urgence création d'emplois pour la justice sociale et socialement utiles.
- mettre en place un véritable processus constituant. Car rien de ce qui est proposé ne peut se faire dans le cadre politique actuel.

## Article Alternatives Économiques Banques Centrales écologiques, vraiment ?

<https://www.alternatives-economiques.fr/banques-centrales-ecologie-vraiment-mieux-faire/00100227>

Rapport publié par Oil Change International en août 2021 qui liste les leviers que peuvent utiliser les banques centrales :

- « la politique d'achat de titres de dettes d'entreprises privées menée dans le cadre du *quantitative easing* » en n'achetant pas de titres d'entreprises polluantes (« brunes »),
- « lorsqu'ils fournissent aux banques des liquidités de court ou moyen termes, les banquiers centraux reçoivent en échange des titres financiers en garantie. Ils pourraient alors refuser les titres liés à des entreprises brunes ou leur appliquer une forte décote, voire conditionner l'octroi de ces refinancements aux établissements véritablement engagés dans des politiques de crédit et de marché œuvrant dans le sens de la transition écologique »
- « Comme pour les autres facteurs de risques, les banques centrales, en tant que régulateurs, devraient demander aux banques de mettre plus de financements

en fonds propres en face de ces risques, ce qui en accroît le coût ». Les BC reconnaissent que l'économie brune fait peser des risques :

- de crédit : si entreprises ne peuvent rembourser après choc climatique et mise en danger des banques
- de marché : « quand l'action des Etats va s'intensifier, devenir crédible, et que la valeur des actions des entreprises très polluantes pourra s'effondrer rapidement en raison de ventes rapides et massives de la part des investisseurs ».

BC pas totalement dans le déni puisque prises de paroles de certain.e.s dirigeant.e.s (Mark Carney Banque Angleterre 2015, plusieurs par la suite dont Isabel Schnabel de la BCE : appel à utiliser leviers de la politique monétaire pour la transition écologique (TE).

BC font des stress tests climatiques pour évaluer combien coûterait une transition vers économie bas carbone vs conséquences du réchauffement climatique.

BCE = celle qui « utilise le moins mal ces instruments », et la FED aux USA poursuivie pour inaction climatique aujourd'hui, mais efforts clairement pas suffisants puisqu'on ne cherche pas à changer les mécanismes déclencheurs.

Assurances pourraient aussi avoir un rôle à jouer vu que financement de plus en plus dû aux changements climatiques.

## **Article Ideas for development directeur et économiste AFD (Thomas Melonio et Etienne Espagne)**

<https://ideas4development.org/crise-ecologique-banques-centrales-coeur-reponse/>

« coordination resserrée entre politiques publiques (notamment en termes d'objectifs sociaux, climatiques et de biodiversité) et monétaires semble devoir s'imposer de manière accélérée à l'occasion de cette crise. Une telle coordination est d'ailleurs un objectif explicite de la Banque centrale européenne, inscrit à l'article 127 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et rarement mobilisé. »

« La Chine, le Royaume-Uni, l'Union européenne, la Suisse et le Japon, soit cinq des six pays à monnaies de réserve internationale, sont d'ores et déjà engagés vers une neutralité carbone à moyen terme, qu'ils pourraient aussi contribuer à soutenir à un niveau global. Des accords durables d'échanges de devises, ou *swap lines* – devenus ici *green swap lines* –, entre pays à monnaie de réserve et les autres pays du monde pourraient endosser ce rôle nouveau d'alignement des liquidités internationales sur ces objectifs écologiques vitaux. »

« **les banques centrales ont dans la décennie à venir un rôle clé pour réduire le niveau des incertitudes sur la transition écologique** et créer les conditions de la confiance pour le secteur privé d'adhérer à son tour à la neutralité carbone et à la restauration des écosystèmes. »

## **Le rôle de la BCE dans la TE Stanislas Jourdain, Positive Money Europe, 2018 (27/02/22)**

[https://www.frdo-cfdd.be/sites/default/files/content/download/files/5\\_stan\\_jourdan.pdf](https://www.frdo-cfdd.be/sites/default/files/content/download/files/5_stan_jourdan.pdf)

La neutralité de marché est remise en cause de plus en plus, pas obligatoire et pas vraiment appliquée.

BCE assujettie à l'accord de Paris.

Article 2 et 3 du ESCB (système européen de banques centrales) objectif « d'établir un marché qui travaille au développement durable de l'UE en équilibre de croissance économique, une économie sociale de marché hautement compétitive, dont le but est le plein emploi et le progrès social, et un haut niveau de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement ».

## **Institut Veblen, 2020 rôle pol monétaire dans la TE**

[https://www.veblen-institute.org/IMG/pdf/le\\_role\\_de\\_la\\_politique\\_monetaire\\_dans\\_la\\_transition\\_ecologique\\_un\\_tour\\_d\\_horizon\\_des\\_differentes\\_options\\_de\\_verdissement\\_-\\_resume.pdf](https://www.veblen-institute.org/IMG/pdf/le_role_de_la_politique_monetaire_dans_la_transition_ecologique_un_tour_d_horizon_des_differentes_options_de_verdissement_-_resume.pdf)

Le risque climatique peut être considéré comme un risque financier.

Apparemment l'article 127 reste implicite (il faudrait donc mettre la Transition Ecologique dans le mandat de la BCE de manière explicite, sur la politique monétaire entre autres).

## **Propositions ?**

- Faire une pétition : appeler la BCE à être plus démonstrative : quand un seuil est dépassé l'institution européenne doit agir.
  - Sinon, on attaque en justice !! Avec plusieurs assos à contacter qui pourraient se joindre à l'appel / l'attaque ? (puisque c'est noté dans ses documents fondamentaux et qu'elle est assujettie aux accords de Paris et qu'avec ce qu'elle finance et comment elle agit actuellement elle retarde l'atteinte des objectifs de l'accord de Paris ...)
- Campagne de comm sur le rôle de la BCE pour inciter l'opinion publique à être d'accord ?

## **Pour compléter : Article Attac qu'est-ce que les banques centrales ?**

<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-6-printemps-2015/dossier-monnaie-et-finance/article/a-quoi-sert-une-banque-centrale>